

# RÉCHAUFFER LA BANQUISE

## Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

---

• JANVIER 2005 • HORS SERIE N U M E R O 3 •  
• LES PUBLICATIONS DU CACTUS • [WWW.LA-GAUCHE.ORG](http://WWW.LA-GAUCHE.ORG)

---

## AMERIQUE LATINE : LA GAUCHE AVANCE

### ❖ EDITO

Par João Silveirinho

*Nous avons décidé d'éditer, en fonction de l'actualité, en fonction aussi des contributions qui nous parviennent, des numéros hors-série. Après le premier, consacré à la crise qui secoue la Côte d'Ivoire (disponible sur simple demande), voici un numéro consacré à l'Amérique latine.*

*Le Cactus Républicain/ **La Gauche !** avait consacré l'an passé un café-débat à cette question, avec des représentants du Brésil, du Chili et du Venezuela. Depuis, la gauche a encore progressé : au Venezuela, le président Chavez a su mobiliser le soutien populaire pour repousser l'offensive de la droite, soutenue en sous-main par les Etats-Unis. En Uruguay, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, une coalition de gauche et centre-gauche a gagné les élections. C'est également un gouvernement de centre-gauche qui gouverne en Argentine, et de bonnes perspectives s'ouvrent au Costa-Rica. Au Mexique, le gouvernement pro-libéral de Vicente Fox semble en mauvaise posture.*

*Pendant longtemps, une partie de la gauche sud-américaine a vécu dans une sorte de fascination pour le castrisme cubain, et les mouvements « révolutionnaires », y compris armés, ont fleuri. S'ils n'ont pas complètement disparu, et si, on le verra, Cuba demeure une référence pour plusieurs dirigeants, une gauche parlementariste a émergé, ou ressuscité, et constitue aujourd'hui la famille politique la plus importante sur le continent. Cette avancée démocratique doit être saluée, même si elle laisse insatisfaits celles et ceux qui espéraient des progrès plus rapides en matière de justice sociale. Il ne faut pas oublier que, pendant longtemps, le puissant voisin nord-américain a favorisé des dictatures souvent sanglantes, qu'il demeure, on le sait, puissant, ce qui requiert de nos amis latino-américains de la prudence. Et nous savons aussi que la démocratie est fragile, partout.*

*Pour la troisième année consécutive, notre ami **Ruy Rodrigues Da Silva** fait le point sur le Brésil. **Jean-Michel Hureau**, notre représentant permanent au Chili, abandonne provisoirement ses coups de gueule pour nous dresser un panorama politique du continent et nous parler plus précisément du Chili. Il nous propose aussi une traduction d'un texte du sociologue **Emir Sader** sur les méfaits des politiques libérales dans la région. **Jean Luc Gonneau** nous donne quelques éléments sur ce qui se passe avec le gouvernement de gauche de Tabaré Vasquez en Uruguay, grâce aux infos que nous envoie notre correspondante permanente **Mariam Boudakian**. Et **Danielle Bleitrach** nous livre une analyse de l'évolution du continent et de la place que Cuba continue d'y tenir.*

*Bonnes lectures !*

## ❖ **TOURNEE ELECTORALE**

*Par Jean-Michel Hureau*

Pendant que les yankees étaient en train de se chamailler pour savoir s'ils allaient voter pour George W. Kerry ou John F. Bush, il y avait un peu plus au sud d'autres élections, certes moins médiatiques, mais pas pour autant dénuées d'intérêt. En Uruguay, le socialiste Tabaré Vazquez à la tête du Front Élargi (Frente Amplio) a remporté la présidentielle avec un peu moins de 51% des voix au premier tour. Il devance le candidat du Parti National Jorge Larranaga (34%), et Guillermo Stirling du Parti Colorado (10%) soutenu par Jorge Battle, le président sortant. C'est la première fois que la gauche accède au pouvoir en 180 ans d'indépendance. Le président obtient également la majorité dans les deux chambres, ce qui n'était pas arrivé depuis 38 ans.

Au Chili, c'étaient des municipales, où la coalition de gauche regroupant Démocratie Chrétienne, Parti Socialiste, Parti Radical Social-démocrate et Parti Pour la Démocratie du président Ricardo Lagos, l'a remporté largement (48% contre 38%) sur l'Alliance de droite conduite par Joaquín Lavín, ancien conseiller de Pinochet, maire sortant de Santiago-centre et prochain candidat à la présidentielle. Ce soutien indirect au gouvernement actuel permet de penser que la gauche libérale pourrait emporter la présidentielle en 2005, avec comme vraisemblable candidate Michelle Bachelet, ex-ministre de la Défense, qui deviendrait ainsi la première femme Présidente de la République Chilienne. Au Venezuela, des municipales et des régionales où 20 des 23 nouveaux gouverneurs sont issus du Mouvement V<sup>ème</sup> République d'Hugo Chávez. Le MVR ne remporte pas le Zulia, région pétrolifère, mais gagne néanmoins la mairie de sa capitale Maracaibo, ainsi que la mairie de la région métropolitaine de Caracas où sévissait Alfonso Peña, un des instigateurs du coup d'État du 12 avril 2002. Ce n'est jamais que la 9<sup>ème</sup> victoire électorale de Chávez en 6 ans.

## ❖ **LE MAUDIT HERITAGE LIBERAL EN AMERIQUE LATINE**

*Par Emir Sader (trad. Jean-Michel Hureau)*

Plus de la moitié des 400 millions de latino-américains ne réussit pas à satisfaire ses besoins primordiaux. 102 millions sont indigents, et n'ont même pas de quoi donner à manger à leurs enfants. C'est le bilan synthétique de l'application des politiques libérales sur le continent au cours des 25 dernières années.

Dans les 20 dernières années, près de 91 millions de personnes sont devenues pauvres en Amérique Latine. 226 millions vivent avec moins de deux dollars par jour. Le nombre de pauvres et d'indigents a augmenté. Il y a 40 millions d'indigents de plus aujourd'hui qu'il y a 20 ans.

Un des aspects nouveaux est l'apparition des « nouveaux pauvres », des secteurs de classe moyenne qui se prolétarisent, l'Argentine étant le cas le plus dramatique. Ces six dernières années, 23 millions de latino-américains ont cessé d'appartenir à la classe moyenne pour passer dans la catégorie des pauvres.

En Argentine, le taux de pauvreté a doublé entre 1999 et 2003, passant de 19,7% à 41,5%, tandis que l'indigence s'est multipliée pratiquement par quatre, passant de 4,8% à 18,6%. Près de 7 millions de personnes ont cessé d'appartenir à la classe moyenne et sont devenus pauvres.

Les données se trouvent dans le document « Inégalité en Amérique Latine et les Caraïbes : rupture avec l'histoire ? », écrit par la Banque Interaméricaine de développement (BID). Le résultat de ces politiques libérales est que le pays le plus équitable d'Amérique Latine, en termes de revenu, est plus inégal que le pays le plus injuste d'Europe – y compris l'Europe de l'Est, dévastée également par le libéralisme – et n'est comparable qu'à quelques régions d'Afrique et quelques pays nés du démantèlement de l'Union Soviétique. Alors qu'en Suisse, la classe moyenne représente 60% de la population, dans plusieurs pays de notre continent, elle n'atteint pas 20%.

Les catégories les plus vulnérables, dans cette tourmente de misère que le libéralisme a promu sur le continent, sont les personnes âgées, les femmes, les indigènes et par dessus tout, les enfants. La précarisation du travail a atteint des

niveaux sans précédent, accompagné du chômage, qui a battu son record historique sur le continent en 2003.

La concentration de la richesse, sous les effets de la financiarisation des économies, a fait que la catégorie la plus riche ait un revenu 20 fois supérieur à celui que reçoivent ceux qui se trouvent dans les 40% les plus pauvres. La perspective est décourageante, car l'inégalité est très élevée. En l'absence de programmes économiques centrés sur la distribution de la richesse, et non pas sur la stabilité monétaire et l'équilibre fiscal, cette situation épouvantable tend à empirer. Selon la BID, la prolifération de la violence est associée à l'augmentation de la misère et de l'indigence sur le continent.

Un enfant sur trois a faim et 60% d'entre eux sont pauvres en Amérique Latine, malgré la capacité énorme du continent à produire de l'alimentation. Chaque année, 190 mille enfants latino-américains meurent de maux liés à la pauvreté, ce qui pourrait être évité. Actuellement, près de 40 millions d'enfants vivent ou travaillent dans les rues d'Amérique Latine. Uniquement en Amérique Centrale, plus de deux millions d'enfants sont sur le marché du travail. Ce nombre d'enfants est le même que celui des adultes au chômage, ce qui signifie que si l'on évitait que les enfants travaillent, ces adultes auraient accès à l'emploi. Pour autant, les employeurs préfèrent les enfants, parce qu'ils ne bénéficient pas des droits sociaux liés au travail et sont finalement bien moins rémunérés que les plus âgés.

Rien que dans les favelas brésiliennes résident 6,5 millions de personnes, soit plus du double de la population uruguayenne. À Buenos Aires et sa banlieue, les « villes-misère » abritent 1,3 millions d'habitants.

Entre 1999 et 2002, le taux de pauvreté est passé de 23% à 44% et l'indigence a atteint 19,4%. C'est pour cela que la majorité de la population latino-américaine rejette le système politique, économique et social en vigueur, ce que les analystes confondent avec un rejet de la démocratie.

La question des enquêtes ne devrait pas être si la démocratie leur plaît, mais si le type de système dans lequel ils vivent leur convient : c'est ça le rejet de la majorité des latino-américains.

*Emir Sader (Brésil) est sociologue. Pour lire l'article en espagnol : <http://www.attac.cl>*

## ❖ **BRESIL : LA FIN D'UNE ILLUSION ET D'UNE REVE POLITIQUE ?**

*Par Ruy Rodrigues Da Silva*

L'élection à la présidence de la république d'un émigré nordestin, d'origine familiale pauvre, sans diplôme universitaire, ayant un passé syndical, puis politique reconnu aura interrompu et peut-être définitivement cassé un système de pouvoir traditionnel où seules les classes dominantes pouvaient accéder aux fonctions de représentation et de direction politiques.

Cette classe dominante, les hommes d'affaires et beaucoup de politiciens, annonçait la catastrophe : déficits budgétaires, de la balance des paiements, de la balance commerciale aggravés par les promesses d'une politique « irresponsable » où les préoccupations sociales et les objectifs de redistribution équitable des richesses conduiraient le pays à la faillite. L'inexpérience et l'incompétence, ainsi que les pressions prévisibles du parti du nouveau président et des classes populaires viendraient sans doute augmenter encore l'héritage d'une dette extérieure colossale et d'une trop faible croissance pendant trop longtemps.

### **Une politique économique « orthodoxe »**

Dès son installation, le gouvernement de Lula a surpris aussi bien les prophètes de l'échec que ses alliés politiques. La politique économique « orthodoxe », rigoureusement fidèle aux exigences du modèle imposé par le FMI et la Banque Mondiale, exigeant la défense de la monnaie, des surplus fiscaux pour garantir le paiement de la dette, a agréablement surpris les hommes d'affaires brésiliens et internationaux, et déçu les leaders du Parti des Travailleurs et les alliés naturels du gouvernement.

Après une longue période de stagnation, le Brésil renoue en 2004 avec la croissance (5,3% de hausse du PIB), permettant un solde positif de création de deux millions d'emplois et un excédent commercial de 30 milliards de dollars, surpassant ainsi les exigences du FMI.

## Une situation sociale aggravée ?

La politique économique essentiellement monétaire et fiscale, porteuse de restrictions a donné des résultats décevants pour les alliés et les électeurs d'un gouvernement présidé par un homme du peuple.

La réforme agraire est en deçà des objectifs quantitatifs promis : sur les 115 000 familles qui devaient en bénéficier, seules 66 000 ont obtenu une distribution de terres, aggravant les conflits et la violence. Dans les campements de Mouvement des Travailleurs sans Terre (MST), 120 000 familles attendent l'attribution d'une parcelle qui leur permettrait de sortir de la misère. L'insécurité dans les campagnes s'ajoute à celle observée dans les grandes métropoles São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte...). 50980 homicides ont été enregistrés en 2003, et les chiffres de la violence urbaine sont en hausse pour 2004.

Les indicateurs statistiques relatifs au programme social sont médiocres mais positifs. Le programme « Bourse famille » touche maintenant 6,5 millions de familles, soit trois fois plus qu'auparavant.

Dans les domaines de la culture, des sciences et de la technologie, des progrès sont constatés, ce qui contraste avec la régression enregistrée sous le gouvernement précédent.

## Une politique étrangère active

C'est surtout pour la politique extérieure que notre président-ouvrier est unanimement applaudi, même s'il y a des critiques sur la fréquence de ses déplacements à l'étranger, par lesquels il essaie de consolider et d'élargir aussi bien les échanges commerciaux que politiques et scientifiques. Avec la création du groupe dit G20, qui comprend notamment l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, le Nigéria, et les négociations avec l'Union Européenne, le Brésil essaie de se prévenir non seulement de la polarisation de ses relations avec les Etats-Unis mais aussi de renforcer sa place et celle du Mercosur dans les instances internationales liées à l'ONU.

En novembre dernier, le Brésil a reçu en deux semaines les présidents de la Chine, de la Corée du Sud, du Viet-Nam, de la Russie ainsi que le premier ministre du Canada et le roi du Maroc. Cet intérêt pour le Brésil est la conséquence

directe de l'offensive diplomatique du président Lula.

Le bilan de Lula est donc, on le voit, contrasté, mais les résultats des élections municipales d'octobre dernier, qui ont vu globalement le PT progresser, et les plus récentes enquêtes d'opinion indiquent que l'espoir de la population n'est pas mort. Les rêves de changement pour une plus grande justice sociale et la réduction des privilèges des groupes dominants se poursuivent. La continuation des progrès déjà enregistrés, les réformes à venir de la justice et de la pratique politique leur donneront, on l'espère, corps.

*Ruy Rodrigues Da Silva est ancien ministre des Etats de Goiás et du Tocantins.*

## ❖ L'AMERIQUE LATINE ET CUBA, LABORATOIRES D'UNE NOUVELLE « MONDIALISATION » ANTI-IMPERIALISTE...

*Par Danielle Bleitrach*

La situation en Amérique latine est en train de prendre un tour véritablement anti-impérialiste, chaque élection intervenant dans ce sous continent montre qu'une vague de gauche portée par un puissant mouvement populaire déferle, quelques événements récents nous permettent de mesurer l'ampleur du phénomène. Cuba, loin d'être un petit morceau d'Union Soviétique qui subsisterait sous les tropiques, doit être analysé comme un de éléments moteurs de cette nouvelle donne.

### Le contexte économique et social

Dans le continent sud américain, les recettes néo-libérales ont été appliquées avec la plus extrême rigueur pendant plus de vingt ans avec un résultat catastrophique. "Le PIB de cette zone est tombé au-dessous de sa valeur de 97. Dans la période de 1994 à 2003, le transfert négatif des ressources a été en Amérique latine de 29 milliards de dollars, tant à cause du retrait des bénéfices du capital étrange, qu'à cause du service d'une dette qui dans certains pays dépasse les 50% du PIB. De ce fait le chômage et la misère touchent des couches de plus en plus grandes de la population. En 2003, selon la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), 102 millions de personnes vivaient dans l'indigence la plus

totale, soit 20% de la population totale. Dans certains pays comme le Honduras, près de 67% des habitants sont touchés par la misère la plus complète. Actuellement, 54 millions des latino-américains souffrent de malnutrition. À Haïti près de 50 % de la population endurent des carences alimentaires. Dans un pays aussi riche que le Mexique, 34 % des enfants âgés de moins de cinq ans sont frappés de malnutrition chronique.

Depuis une vingtaine d'années, la plupart des gouvernements d'Amérique latine ont accepté cette intégration au modèle étasunien. La victoire idéologique du modèle néo-libéral a été totale, y compris dans une partie de la gauche. Le progrès, l'espoir d'une sortie du sous-développement,, l'absence de solutions alternatives, autant que le chantage du FMI et la déroute des partis de gauche et des syndicats imposaient l'adoption de ces mesures. " (1)

Là-dessus la crise argentine considérée comme le meilleur élève du FMI a été un véritable électrochoc et a en quelque sorte fait la démonstration de la nocivité des recettes néo-libérales.

Il est à noter que seulement deux pays semblaient échapper à ces résultats catastrophiques, le Chili et Cuba, avec bien sur un modèle de redistribution de la croissance totalement différent, ces deux pays étaient les seuls à enregistrer (Cuba à partir de 96), une croissance positive. Le cas de Cuba était d'autant plus exemplaire que ce pays est étranglé par un terrible blocus, qui, entre autre l'empêche à accéder aux prêts du FMI à 2% et est obligé à emprunter à des taux usuraires de 15% pour accéder au marché mondial.

C'est dans un tel contexte d'une crise économique et sociale très profonde que les États-Unis cherchent à mettre en place la Zlea (Zone de libre échange des États Américains) dont seul Cuba serait exclue. Colin Powell a défini le projet : "notre objectif est de garantir pour les entreprises nord-américaine le contrôle d'un territoire qui s'étend de l'Arctique à l'Antarctique et le libre accès -sans aucun obstacle- de nos produits, services, technologie et capitaux pour tout le continent. " Le projet constituerait un corset légal encore plus contraignant que les diktats du FMI.

## L'évolution politique

Le temps du consensus autour du modèle néo-libéral a été celui où les États-Unis juraient que leur soutien à des ganaches féroces engendrées par la lutte anti-communiste, et recrutées dans le petit personnel colonialiste militaire indigène ou dans les hommes de main des propriétaires fonciers, était terminé, c'était juré, c'était promis. Partout après une amnistie de ces derniers, en Argentine, au Chili entre autres, les USA promurent un processus électoral contrôlé de A à Z par les conditions de dépendance mais avec toujours le danger de débordement populaire dans les urnes ou dans la rue. Ils avaient à leur disposition de "nouvelles élites", chef d'entreprise, intellectuels formés sur les campus nord américains, collègues des experts du FMI, partageant leurs vues... Ce fut le temps de la "démocratisation" avec amnistie des dictateurs. Certes les vieilles pratiques de la CIA et des mafieux terroristes continuaient à s'exercer contre Cuba et contre les populations indigènes des Andes ou de Colombie, mais élections contrôlées sur la base de la dépendance économique avec la déroute des forces de gauche et le ralliement instantané des " élus " aux solutions néo-libérales permettaient aux ÉTATS-UNIS d'adopter un profil vertueux... Ils s'étaient refait une virginité morale de défenseur des libertés et des droits de l'homme. Et personne n'y regardait de trop près sur la poursuite d'assassinats politiques et syndicaux, sur l'action esclavagiste des propriétaires fonciers, il y avait une " presse libre " dont les propriétaires défendaient les mêmes choix et des élections.

Certes il y avait le cas de Cuba où "la vertu" nord-américaine redevenait terroriste et mafieuse, organisait un blocus pourtant condamné par la quasi-unanimité des nations du monde, mais la pression économique et idéologique, l'anticommunisme organisait un "cordon sanitaire" autour de cette "anomalie" comme le disait Aznar. Après la chute de l'URSS, Cuba qui avait vu la chute brutale de 80 % de son commerce extérieur et de 35% de son PIB, paraissait en état de comas dépassé. En 92 puis en 96, le blocus a été resserré par la loi Toricelli et la loi Helms Burton. Ces lois sont non seulement iniques face à Cuba, mais elles présentent un véritable danger pour la conception même du droit international car elles

sont extra-territoriales. Les multinationales nord-américaines sont tenues à les appliquer et non la loi du pays dans lequel elles sont implantées, mieux tout citoyen convaincu d'avoir commercé avec Cuba mettant les pieds aux Etats-Unis est passible de 200 millions de dollars d'amende et de 200 ans d'emprisonnement. La loi Helms Burton permet d'interdire l'achat par Cuba de tout produit dans lequel entre un composant fabriqué par une multinationale nord-américaine. Si l'on fait du commerce avec Cuba, on est interdit aux USA, etc. Mieux la loi Helms Burton prévoit " la transition démocratique " qui ressemble totalement à ce qui se passe en Irak aujourd'hui, les bénéficiaires en sont déjà désignés Philip Morris pour les tabacs et Baccardi pour le rhum. Cette loi oblige le président des USA à renverser le régime cubain et à rendre compte au congrès de l'avancée de ses tentatives, un budget est prévu à cet effet pour financer la subversion intérieure et la propagande extérieure. En réponse à cette loi, les Cubains ont édité une loi qui prévoit des peines sévères pour qui accepterait de l'argent de l'ennemi (2). En même temps que ces lois, les USA ont développé des actions terroristes contre l'île qui ont provoqué en 96 la mort d'un touriste italien. Mais durant les années 90 Cuba paraissait bien isolé.

### **Le développement du mouvement populaire et la montée des résistances**

Pourtant un moment écrasé le mouvement populaire se développait et les forces de gauche transformées sous son influence commençaient leur pression. Le phénomène alter-mondialiste, tout à fait différent de celui de l'Europe, ancré en particulier dans la revendication à la justice des couches populaires se développait. 2004 a été une année charnière. Des formes de résistances sans modèle se sont développées partout face aux politiques néo-libérales, avec une politisation à la base tout à fait nouvelle, et on peut dire que les élections qui ont porté des dirigeants de gauche ont été impulsées par ces nouvelles coalitions nées de diverses formes de résistance.

Le sommet des Amériques convoqué par Washington le 12 janvier 2004, devait approuver la zone de libre-échange et réaffirmer l'isolement de Cuba. Lors des sommets

précédents, l'autorité des États-Unis sur l'hémisphère n'était pas discutée. Mais depuis, un certain nombre de pays avaient élu de nouveaux dirigeants. Et les États-Unis se sont heurtés à une double résistance, d'une part celle du MERCOSUR regroupant le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay refusant de se dissoudre dans la ZLEA et d'autre part le Venezuela de Chavez et les petits pays anglophones de Caraïbes regroupés au sein d'une union.

Comble de malheurs pour les États-Unis, non seulement le coup d'État de 2002 contre le président Chavez fomenté par la CIA avec l'aide d'Aznar et de certains pays d'Amérique latine, selon les récentes révélations de Jorge Castaneda, l'ancien ministre des affaires étrangères du Mexique(3) a échoué à cause de la mobilisation populaire et le loyalisme de l'armée, mais le référendum du mois d'août 2004, suivi par les élections municipales et des gouverneurs, ont confirmé la volonté du peuple vénézuélien de poursuivre dans la voie "bolivarienne" anti-impérialiste.

Il est à noter que dès 2002, les États-Unis tombent le masque vertueux démocratique, non seulement dans un coup d'État fomenté par la CIA selon la bonne vieille tradition, mais en multipliant les interventions terroristes venues de la Colombie voisine et où l'on retrouve la mafia cubaine de Miami.

Quand intervient en 2004, l'élection d'un président de gauche au Panama, l'ancienne présidente, rend un service aux USA, en gracieux Posado Carriles et ses complices. Ce dernier est un des plus grands terroristes du continent et qui a sévi partout, à Cuba, mais aussi au Venezuela. Le procureur vénézuélien Danilo Anderson est assassiné en novembre 2004, des terroristes venus de Miami, ont fait sauter sa voiture. Malgré la presse vénézuélienne majoritairement aux mains de l'opposition, et dont les analyses sont les seules qui soient reprises en Europe et par RSF, qui nient l'existence des terroristes de la CIA, parlent de dictature populiste à propos de Chavez, il est difficile désormais de continuer à mentir sur ce qui se passe au Venezuela.

Mais il reste le silence, les nouvelles tronquées. Toujours en 2004, une vague d'élection est venue transformer la donne politique de l'Amérique latine, il y a eu le Panama, puis le

séisme uruguayen (4) et si les États-Unis ont réussi à bloquer l'élection du Salvador en exerçant un chantage sur le blocage de l'argent des immigrés envoyé aux familles salvadoriennes, les élections municipales au Nicaragua ont montré une montée de la vague sandiniste. Désormais c'est la Colombie qui menace de passer à gauche et le Mexique.

Au Mexique, citons le journal mexicain la Jornada: "Au Mexique, l'épuisement du modèle néolibéral, qui a détruit le tissu social, ne peut plus être camouflé par les petites trucs du populisme ou par les promesses d'un lendemain qui chante. Dix ans de " libre''-commerce " avec les États-Unis, gérés par le PRI puis par le PAN, ont plongé le pays dans la misère. Dix millions de Mexicains sont partis vivre aux États-Unis, à la recherche d'un minimum pour survivre. Des centaines de Mexicains ont été assassinés en tentant de traverser la frontière vers le pays de la " liberté ".

Cependant, le paysage politique évolue et l'espoir refait surface. Andrés Manuel López Obrador sera le candidat du PRD pour les élections présidentielles de 2006. Andrés Manuel est très populaire et sa popularité inquiète l'oligarchie et l'ambassade. D'ors et déjà, l'oeuvre de diabolisation est commencée. " Il est un ami de Fidel Castro ! " : sa popularité croît de 5% ; " C'est un nouveau Chávez ! ", s'écrient la presse bien-pensante et les intellectuels courtisans. Résultat : sa popularité augmente de 10% ! Ils trouveront d'autres combines pour salir la personnalité d'Andrés Manuel, mais rien n'indique qu'ils parviendront à lui barrer la route de la présidence. Si les élections avaient lieu aujourd'hui, Andrés Manuel serait président. " (La Jordana le 29 novembre).

Pour que le panorama soit complet, il faudrait bien sûr d'une part souligner les contradictions de cette évolution, la manière dont l'Argentine, le Brésil qui à travers le Mercosur, leurs choix internationaux, contribuent à la résistance du sous continent à l'impérialisme, tout en cédant au plan intérieur aux diktats du FMI, ce qui les place face à la pression de leurs peuples dans une situation difficile. Il faudrait également analyser les pays andins, où montent les révoltes indigènes contre le bradage des ressources du pays et la misère comme on l'a vu avec le renversement et la fuite aux États-Unis

du président bolivien Gonzalo Sanchez de Lozada, toujours en 2004.

### **Le contexte international**

Dans ce soulèvement de l'Amérique latine dont le processus électoral de victoire des gouvernements de gauche n'est que la traduction partielle, des événements internationaux jouent également un rôle. Il y a incontestablement l'agression nord-américaine en Irak, ce qui se passe en Palestine. Ces faits jouent un double rôle. L'opinion publique de l'Amérique latine s'identifie aux peuples agressés. Et de surcroît l'armée des États-Unis, bloquée par la résistance irakienne, a du mal à intervenir comme elle prévoyait de le faire à Cuba et au Venezuela, sans renoncer pour autant à ses projets d'invasion.

### **Le processus bolivarien d'intégration d'un continent**

Mais d'autres événements sont intervenus parallèlement. Aznar battu en Espagne, les États-Unis ont perdu leur homme de main le plus sûr tant en Europe qu'en Amérique latine. Le récent quatorzième sommet ibero-américain tenu au Costa Rica en novembre 2004, a illustré ce changement de donne. Tout avait été mis en place par les États-Unis et la presse occidentale aux ordres : deux ex-présidents costaricains et trois ou quatre députés de l'Uruguay, du Chili et de la République tchèque, plus une poignée de représentants de la mafia de Miami et des agents de la CIA ont prétendu convertir l'assemblée législative du Costa Rica en scène pour un show anti-cubain. La tentative a fait long feu. Mais une puissante manifestation des Costaricains leur a interdit cette opération médiatique anti-cubaine. Loin d'isoler Cuba et le Venezuela, le sommet sur proposition de Cuba a dénoncé le terrorisme dont était victime le Venezuela, comme d'ailleurs le blocus de Cuba. A été également dénoncée la libération par l'ex-présidente du Panama des terroristes de Miami. Le bilan final de cette conférence de San José est donc positif, il va dans le sens de l'intégration du continent sud-américain.

### **L'Europe, une évolution contradictoire**

Parallèlement en Europe, les choses paraissent évoluer dans un sens favorable. L'Espagne de

Zapatero ne joue plus le même rôle que celle d'Aznar. Ce dernier, qui n'a jamais caché ses sympathies franquistes et dont l'élection a été en partie financée par la mafia de Miami a toujours rassemblé les dirigeants d'Amérique latine derrière les USA (5), et il a joué un rôle essentiel dans la promotion des "dissidents" cubains avec l'aide plus ou moins affirmée des courants les plus réactionnaires de l'Église catholique.

Dans l'évolution de certains pays européens comme la France(6) et l'Espagne, nul doute que le choix cubain d'en finir avec la dollarisation et de n'utiliser les dollars comme réserves mais de procéder aux échanges avec d'autres monnaies comme la livre canadienne, l'euro, le yen et d'autres. Ce choix est clairement une réponse à la traque nord-américaine qui a prétendu faire payer des amendes aux banques qui acceptaient les dollars des Cubains, mais il constitue également un exemple périlleux pour les USA, si d'autres pays et singulièrement les pays frères d'Amérique latine suivaient l'exemple cubain. C'est un marché que ne peuvent pas négliger les pays européens désireux de placer leurs productions industrielles.

Les deux piliers de la puissance nord-américaine sont ainsi contestés : sa puissance militaire est incapable d'endiguer la résistance du peuple irakien épuisé par des années d'embargo. La suprématie du dollar qui permet aux USA de faire payer sa crise économique et son formidable endettement au reste de la planète depuis l'imposition en 70 par Nixon du dollar comme monnaie internationale, sans référence à l'or, est remise en cause par ce choix cubain.

L'Europe est loin de présenter un front uni dans ce domaine, en particulier depuis l'entrée des nouveaux pays de l'est. Si on peut constater un certain "bougé" de la part de l'Espagne et de la France, la majorité des pays européens manifestent une servilité totale à l'empire US et font tout pour empêcher une politique autonome à l'égard des USA. Si la construction européenne se faisait sur le modèle de la construction bolivarienne, anti-impérialiste, sur la base de la justice sociale et de l'émancipation des peuples qui pourrait être contre mais ce qui se réalise sous nos yeux est tout le contraire, il s'agit d'une part de renforcer l'impérialisme occidental sur le reste du monde et cela ne peut

se faire que dans la vassalisation, il s'agit par ailleurs d'imposer à l'intérieur des pays des politiques néo-libérales. C'est pourquoi la bataille contre la Constitution est aussi importante que celle que les peuples d'Amérique latine mènent et ont mené contre la ZLEA.

### **Les échanges sud-sud**

Mais il y a une deuxième idée cubaine qui est en train de se réaliser, développer les rapports sud-sud, Cuba la met en oeuvre en échangeant non seulement ses productions traditionnelles comme le Nickel ou le sucre et le tabac, mais en utilisant son potentiel intellectuel pour fournir dans le domaine biologique des produits à forte valeur ajoutée et des services hautement qualifiés dans le domaine de la santé et de l'éducation... Les échanges se développent avec le Venezuela mais aussi l'Argentine, le Brésil. Sur le plan politique, Cuba se prononce pour une nouvelle perspective pour le mouvement des non-alignés et la met en oeuvre.

C'est dans ce contexte de soulèvement d'un continent, de stratégie "bolivarienne" d'unité de l'Amérique latine, mais aussi des "innovations cubaines" dans la dé-dollarisation et dans les échanges sud-sud qu'il faut apprécier l'intérêt nouveau de la Chine et du Président des non-alignés de Malaisie pour l'Amérique latine et les liens nouveaux avec Cuba et avec le Venezuela. Car Cuba, allié avec le Venezuela, les deux pays les plus menacés, est plus que jamais la clé de l'Amérique latine. Il y a de ce point de vue un véritable retournement de situation. Là encore l'agressivité nord-américaine contre l'Irak, les menaces que l'actuelle administration nord-américaine fait peser sur la paix mondiale, la volonté des peuples de secouer les politiques qui les réduisent à la misère joue un rôle essentiel. Mais Cuba et le Venezuela ont été capables de dégager une perspective politique, l'unité anti-impérialiste d'un continent, et des actions concrètes pour bousculer la suprématie du dollar, pour favoriser les échanges sud-sud, une nouvelle mondialisation non capitaliste, non impérialiste.

L'Amérique latine présente aujourd'hui une des situations les plus intéressantes en matière de perspective politique, un véritable laboratoire dans lequel le cas cubain présente la plus grande inventivité économique et politique. Il

faut donc dépasser le théâtre d'ombre que nous présente la presse française aux ordres pour bien voir, comme nous l'expliquons dans notre livre « Cuba est une île » que :

Premièrement, si les États-Unis haïssent Cuba alors que l'Union soviétique s'est effondrée, c'est parce que Cuba demeure la clé d'un continent et on ne comprend pas Cuba si on ne le restitue pas dans un contexte de hier et d'aujourd'hui de ce continent "nuestra america"...

Deuxièmement tandis que pendant 20 ans ce continent subissait les politiques néo-libérales sans voir d'alternative, Cuba résistait et au final avait de meilleurs résultats économiques et sociaux que le reste de l'Amérique latine. Cuba a fait preuve d'une inventivité politique, économique tout à fait remarquable. la montée des résistances et l'alliance avec Chavez ont donné une force nouvelle à la stratégie anti-impérialiste cubaine.

Troisièmement, certes Cuba est dirigé par un parti communiste, ce pays a adopté le socialisme et tenant les leviers industriels et financiers du pays, il peut donc mettre en oeuvre des solutions que le capital peut rendre plus malaisées ailleurs, mais l'expérience cubaine ne se résume pas à une simple leçon de marxisme léninisme, si importante soit cette référence. Il y a d'abord l'influence de Marti et d'un humanisme francmaçon héritier des lumières mais baignant dans l'imaginaire et la réalité de tout le continent sud américain. Son refus du racisme, sa référence à l'Indien, occupant légitime de "nuestra america", il y a aussi dans le présent l'indépendance nationale qui rapproche Cuba des "souverainistes" mais toujours dans une dimension bolivarienne, il y a enfin les recherches environnementales exemplaires. Dans une Amérique latine, devenue laboratoire de l'altermondialisation, Cuba est lui-même un laboratoire. Je recommande en particulier l'analyse dans notre livre de la restructuration sucrière, le choix de l'emploi formation à l'échelle d'un pays où il tenté de faire passer la population au niveau du supérieur.

Dans un temps où nous sommes tous à la recherche d'une issue politique, ce qui se passe en Amérique latine et singulièrement à Cuba soit être connu, discuté... Si des pays sous-développés sont capables d'ainsi "monter sur

leurs propres épaules", que pourrions-nous faire dans une pays aussi riche que la France.

Depuis l'effondrement de l'URSS, l'Amérique latine nous offre l'exemple d'une formidable résistance aux politiques néo-libérales. Il n'y a plus à l'horizon de modèle socialiste comme celui fourni jadis par l'URSS, mais un continent dont les peuples se politisent à une vitesse accélérée à travers la recherche de solutions originales, souvent différentes suivant les histoires nationales, de nouvelles coalitions politiques voient le jour avec des formes d'intégration régionales spécifiques. La vraie question est jusqu'à quand les Etats-Unis laisseront-ils ainsi leur domaine réservé manifester leur volonté d'indépendance et de recherche originale ? la situation est pleine de promesse mais extrêmement dangereuse en particulier pour Cuba et le Venezuela. La découverte récente de gisement pétrolier à Cuba (26 décembre 2004), comme les accords sur le nickel (Cuba) et sur le pétrole (Venezuela) signés avec la Chine accroissent les tensions car les Etats-Unis tirent actuellement une part essentielle de leur ressources y compris pétrolières de l'Amérique latine (Venezuela et Mexique) plus que du Moyen-Orient. Dans un tel contexte, la connaissance réelle des situations et des pays concernés est la meilleure arme pour aider à la montée des résistances. Il faut démonter la propagande venue d'outre atlantique, c'est ce que nous avons voulu faire avec notre livre " Cuba est une île ".(1)Danielle Bleitrach, Viktor Dedaj avec la participation de J.F.Bonaldi. Cuba est une île. Septembre 2004, deuxième édition novembre 2004. P.247 et suivantes.

(2) *C'est parce qu'ils ont été convaincus d'avoir reçu l'argent des Etats-Unis que 63 personnes dont deux seulement étaient journalistes ont été condamnées à de lourdes peines de prison et pas pour leur désaccord. C'est si vrai que des gens comme Oswaldo Paya ou Elizardao Sanchez continuent encore aujourd'hui à venir en France et à écrire dans la presse européenne sans être le moins du monde inquiétés. Sur cette affaire, voir dans notre livre le chapitre intitulé : " vu des ambassades ". Nous apportons de véritables révélations non seulement sur les " événements de 2003 " mais également sur les conditions incroyables dans lesquelles ont été prises les sanctions européennes..*

(3) *Cette " révélation " est en soi un signe de l'évolution de l'opinion publique en Amérique latine et au Mexique. Le personnage est en effet la*

*girouette type, ancien révolutionnaire, il devient le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de droite de Vincent Fox. Il se fait l'homme de main des Nord-américains dans diverses opérations contre Cuba. Aujourd'hui, il tente de se refaire une virginité à gauche.*

*(4) Ce minuscule pays du Mercosur, a pour la première fois élu un gouvernement de gauche. Vu les coutumes du pays une telle élection est aussi étonnante tout proportion gardée que si un candidat de gauche s'imposait à l'alternance républicain-démocrate aux USA.*

*(5) Quand l'Espagne s'est retirée de la coalition en Irak, son retrait a aussitôt été suivi de celles de contingents sud-américain qu'Aznar avait entraîné dans l'aventure.*

*(6) Le président de la République, Jacques Chirac a récemment fait une déclaration d'approbation de la politique menée par Zapatero de détente avec Cuba. Aussitôt 31 députés parmi lesquels les plus à droite, les sarkoziens de son propre parti mais également Laurent Fabius ont exigé que l'assouplissement s'assortisse de garanties de démocratisation. L'atlantisme de certains membres du PS comme Laurent Fabius semble passer par des alliances avec le travaillisme israélien plus que par une réelle connaissance des enjeux de l'Amérique latine.*

## ❖ CHILI : UNE DEMOCRATIE EN MARCHÉ / DU NOUVEAU POUR LES VICTIMES DE PINOCHET

*Par Jean-Michel Hureau*

### Une démocratie en marche

Plus de 50 000 personnes ont défilé le vendredi 19 novembre dans le centre de Santiago, dans le cadre du Forum Social Chilien, en protestation contre la tenue de l'APEC (sigle en anglais du forum de Coopération Économique Asie-Pacifique). Les premiers surpris de ce succès ont été les organisateurs, dont ATTAC-Chile et l'édition chilienne du Monde Diplomatique, qui tablaient sur une participation de 5 à 10 000 personnes. La manifestation, essentiellement axée sur la protestation contre la présence de George W. Bush, s'est déroulée dans le plus grand calme et dans l'allégresse. Les participants venaient d'horizons très divers : étudiants, syndicats, groupes de réflexion, partis politiques, comités de quartier, organisations d'homosexuel(le)s, sportives, écologiques ou sociales. Beaucoup d'étrangers latino-américains et européens résidant au Chili ont été de la fête. Les Palestiniens, nombreux au Chili, ont protesté contre les crimes de l'armée nord-américaine en Irak. Des nord-américains

portaient des pancartes disant : « Bush, j'ai honte d'être américain ». Des groupes de théâtre ont fait des représentations sur les violations des Droits de l'Homme commises dans le pays de certains chefs d'état présents. Après que la manifestation eût été dissoute, quelques centaines de « casseurs » se sont affrontés aux forces de l'ordre. Le Ministre de l'Intérieur, Jorge Correa Sutil, les a fustigés en déclarant que ceux qui se livrent à ces débordements remettent en cause le droit constitutionnel qu'ont les gens de manifester, après avoir souligné le caractère remarquablement pacifique de la manifestation.

### Victimes de la dictature : l'indemnisation

Après avoir étudié le rapport de la Commission nationale sur la prison politique et la torture, dite Commission Valech, qui contient le témoignage de plus de 35 000 personnes, le Président Ricardo Lagos a décidé que les victimes d'emprisonnement politique et de torture sous la dictature seraient indemnisées. Le dossier de 28 000 d'entre elles a été retenu alors que les 7 000 autres pourront faire appel de la décision devant la Commission. Il est donc reconnu aujourd'hui officiellement que les atteintes aux Droits de l'Homme ont constitué une pratique institutionnelle d'État et non pas été de simples "comportements individuels" ou des "excès". Après s'être interrogé sur les raisons qui ont conduit le pays dans cette horreur, qui a rompu avec la tradition démocratique chilienne, Ricardo Lagos a énoncé les formes que prendront ces réparations en soulignant que ces mesures sont destinées à guérir les blessures et non pas à les réouvrir. Il se situe donc dans une logique de réconciliation nationale, si difficile au Chili.

Une mesure institutionnelle : création d'un Institut National des Droits de l'Homme chargé de promouvoir, au travers de l'éducation, les dits droits.

Des mesures symboliques et collectives : reconnaissance morale de l'État envers les victimes, mesures juridiques pour prévenir le risque de répétition d'une telle expérience et rétablissement des droits civiques à ceux qui ont été injustement inculpés de délits qu'ils n'avaient pas commis.

Une mesure financière : le versement d'une pension de 112 000 pesos mensuels (140 euros)

et un accès préférentiel à l'éducation, à la santé et au logement.

L'indemnisation financière peut paraître, a priori, modeste mais elle correspond au salaire minimum actuel ou au montant d'une fois et demie la pension civile minimale. Elle est donc très loin d'être négligeable pour de nombreuses familles et représente pour le budget de l'État une charge de l'ordre de 60 millions d'euros annuel. Le Président a insisté sur le fait que ces mesures ne doivent pas générer d'affrontements avec les Forces Armées, partie intégrante de la République. À cet égard, le général Juan Emilio Cheyre, Commandant en chef des Forces Armées, avait reconnu le 5 novembre, l'implication de l'Armée en tant qu'institution, dans les atteintes aux Droits de l'Homme, ce qui revient à une forme de désaveu de l'autre général. Le climat est donc à la détente entre le pouvoir politique et l'Armée.

Néanmoins, l'opposition de droite Pinochetiste refuse ce constat et prétend que, si excuses il y a, elles doivent recouvrir une forme individuelle. Certains pratiquent le négationnisme. Ainsi le sénateur Sergio Fernández, ministre de l'Intérieur de Pinochet, a signé en 1978 un document niant l'existence de la Villa Grimaldi comme centre de détention et de torture et a assuré récemment qu'une telle politique n'a jamais été suivie sous le gouvernement de Pinochet. Pourtant, de nombreux témoins affirment qu'il aimait visiter régulièrement cette prison qui fût le principal

Vasquez soit davantage dans une ligne de gouvernement de type Lula que du genre Chavez. Cette proximité est d'ailleurs revendiquée par le dirigeant uruguayen, et commence à se traduire concrètement, par exemple par un accord entre la compagnie pétrolière uruguayenne et Pétrobras, le géant brésilien du pétrole, que Lula a sauvé, pour l'instant en tout cas, d'une privatisation annoncée par le précédent gouvernement. Cet accord est important dans la mesure où le renchérissement du prix du pétrole pèse lourdement sur l'Uruguay, où l'inflation approche les 1% par mois.

L'Uruguay est un « petit » pays (3,5 millions d'habitants, superficie égale à 1/3 de la France), où la pauvreté existe bien sur, mais est moins voyante que dans les masses urbaines du Brésil,

centre de torture sous la dictature. En 1987, il a signé un décret interdisant la torture, alors...

Il est donc possible que, dans un avenir proche, certains responsables soient inculpés pour des atteintes aux Droits de l'Homme. Que cela atteigne un certain général est moins sûr, dans la mesure où son état de santé officiel ne lui permettrait pas de passer devant un tribunal. Il n'empêche qu'il a été sûrement plus malade qu'aujourd'hui. Quand le juge Juan Guzmán, chargé de l'instruction sur les détenus-disparus, lui a demandé s'il était au courant des exactions de membres des Forces Armées, il a répondu : « Moi, j'étais le Président, on n'allait pas me mettre au courant des petites choses... ». Un autre « petit détail de l'histoire » en quelque sorte...

*Pour des nouvelles du Chili, connectez-vous à [www.francochilenos.com](http://www.francochilenos.com), le site de notre ami Eduardo Olivares*

## ❖ URUGUAY : UN CHANGEMENT EN DOUCEUR...ET PEUT-ETRE EN PROFONDEUR

La victoire de la gauche, emmenée par Tabaré Vasquez, a constitué une grande première en Uruguay, où deux partis, les blancs et les colorados (les blancs et les rouges, mais attention, ces « rouges » là ont plus d'affinités avec notre UMP, par exemple, que de couteaux entre les dents), avec des intermédiaires, si on peut dire, de dictatures militaires.

Il semble, au bout de quelques mois, que Tabaré du Vénézuéla, du Mexique ou de l'Argentine, et à le poids économique et démographique de la capitale, Montevideo, est écrasant : 40% de la population y vit. Ceci est important à prendre en compte : la gauche uruguayenne est tenue de passer un compromis entre les classes moyennes et les couches populaires.

Tabaré Vasquez a commencé à enclencher des réformes importantes. Le « dédollarisation » du peso a une valeur économique et symbolique forte face à l'envahissant voisin nord-américain. Un plan d'urgence en faveur des familles pauvres, abondé à raison de 100 millions de dollars par la Banque Interaméricaine de développement, a commencé à se mettre en place. 25 000 familles se sont inscrites pour en bénéficier dans les premières 24h d'ouverture du dispositif.

La situation de l'emploi demeure préoccupante dans un pays où les principales activités économiques, si on excepte une forte production hydroélectrique, demeurent liées à l'agriculture, et notamment à l'élevage et à ses sous-produits (lait, viande, cuir, laine...)

Il est encore tôt, évidemment, pour porter une appréciation d'ensemble sur la politique menée. Ainsi, Tabaré Vasquez n'en est pas au point de son « modèle » brésilien, qui vient de se séparer de la tutelle du FMI, et doit encore négocier avec cet organisme. Préjugé favorable, donc, et tous nos encouragements !

*Nous remercions tout particulièrement notre correspondante permanente à Montevideo, Mariam Boudakian, pour les précieuses informations qu'elle nous fait parvenir*

## ❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

*Réchauffer la Banquise* recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

## ❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

*Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel*

Je souhaite continuer à recevoir *Réchauffer la Banquise*

Je souhaite aider à diffuser *Réchauffer la banquise*

J'adhère à l'association *CACTUS*, éditrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de CACTUS REPUBLICAIN

Je suis disposé(e) à collaborer à *Réchauffer la banquise*

Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Téléphone :

Courriel :

## *Réchauffer la banquise*

**Publication :** Jean-Luc Gonneau **Rédaction :** Joao Silveirinho **Éditorialiste :** Sylvain Ethiré **Conception :** Jean-Christophe Frachet **Humeurs :** Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère :** Florence Bray. **Dessins :** Michel Hulin.

**Adresse et abonnement :** Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

**Courriel :** jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

**Internet :** <http://www.cactus-republicain.org>

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

*Elleslils écrivent pour La Banquise : Anne Alize, Elie Arié, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Alain Bousquet, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Fabienne Courvoisier, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Jean-Claude Fiemeyer, Gabriel Galice, Séverine Gille, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Diane Le Béguet Alain Le Dosseur, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Jacques Lombard, Loulou, François Lucas, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Paul Oriol, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Emmanuel Saussier, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Rémi Uzan, Louie Wyler, Olivia Zemor...*

*Elleslils ont participé aux cafés-débats de La Banquise : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias...*

**Consultez notre site [www.la-gauche.org](http://www.la-gauche.org) : des textes, des idées, et de l'humour en plus !**

*Si vous ne souhaitez plus recevoir Réchauffer la Banquise, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*